

FRIDDEN A KRICH

LE CONFLIT LIBANAIS VU DU LUXEMBOURG

# La résistance ne se limite pas au Hezbollah

Fabien Grasser

**Un humanitaire canadien et deux membres de la communauté libanaise du Luxembourg racontent leur vécu de la guerre au Liban. Leurs témoignages illustrent la complexité d'un conflit et d'un contexte politique qui échappe aux représentations manichéennes que l'on colle trop facilement à la réalité libanaise.**

« Nous avons tous les jours un job à faire, mais nos ressources sont de plus en plus limitées face à des besoins grandissants » : Michael Adams résume crûment l'âpre réalité à laquelle se heurtent ses équipes depuis la reprise des combats entre l'armée israélienne et le Hezbollah, au Liban. Le 28 avril, le directeur de Care International Liban a effectué un bref séjour au Luxembourg, où il a témoigné, devant la presse, du quotidien des 1,2 million de personnes déplacées ces dernières semaines dans le pays du Cèdre.

Invité par l'antenne luxembourgeoise de l'ONG internationale, Michael Adams raconte les familles qui vivent dans leur voiture sur des parkings de Beyrouth, après une fuite précipitée de leurs villages du Sud-Liban, d'où elles ont été chassées par l'armée israélienne. « Les gens sont partis sans rien, ils n'ont pas même d'habits de rechange ni les médicaments dont ils ont besoin », détaille le responsable humanitaire canadien. Il raconte aussi les personnes âgées livrées à elles-mêmes dans les rues de Beyrouth, les enfants qui mendient et les abris en nombre très insuffisant. Il parle du stress provoqué par le survol continu d'avions et de drones israéliens, laissant planer une permanente menace de mort.

Mais Michael Adams dit aussi la solidarité des Libanais-es qui allègent le fardeau des déplacés, dans ce pays à la diversité confessionnelle unique et complexe. Quoi qu'il en soit, avec le retour de la guerre, les prix explosent, et l'ONG tente de pourvoir aux besoins les plus élémentaires dans de difficiles conditions d'approvisionnement.

Le cessez-le-feu conclu le 16 avril entre Israël et le Liban ne change pas grand-chose. L'État hébreu interdit le retour des populations dans leurs villages et établit une zone tampon

dépeuplée entre sa frontière nord et le fleuve libanais Litani. Ce n'est pas la première fois qu'Israël occupe ce territoire, mais, cette fois, son armée procède à une destruction méthodique des villages de la région, y compris des monuments historiques, des lieux de culte et des cimetières.

## « C'est la même stratégie qu'à Gaza »

Au moins cinquante villages, à la population musulmane et chrétienne, sont en train d'être effacés de la carte, sous couvert de destruction des infrastructures du Hezbollah. « C'est la même stratégie qu'à Gaza », estime Michael Adams. En dépit du cessez-le-feu, Israël bombarde l'ensemble du Liban, tuant parfois plusieurs dizaines de civils par jour. Malgré son affaiblissement et celui de son parrain iranien depuis 2023, le Hezbollah parvient toujours à harceler Tsahal et à lancer de rares roquettes en direction d'Israël. Au moins 2.600 personnes, en grande majorité des civils, ont été tuées au Liban. Israël a lancé son offensive le 1er mars, après une attaque du Hezbollah contre des bases

de Tsahal, au lendemain de l'annonce de la mort d'Ali Khamenei, tué dans un bombardement israélo-américain sur Téhéran.

Aligné sur la position européenne, le Luxembourg condamne la réponse israélienne et appelle au respect de la souveraineté libanaise, une nouvelle fois victime d'une guerre qui lui est imposée de l'extérieur. De la même manière, il enjoint le Hezbollah à cesser les combats et demande à l'État libanais de démilitariser la milice chiite, classée organisation terroriste par de nombreux pays. Sous la pression de Trump et de l'UE, le président libanais, Joseph Aoun, et son premier ministre, Nawaf Salam, acquiescent formellement à cette demande, bien qu'elle soit quasi impossible à satisfaire. Le Hezbollah n'a pas l'intention de rendre les armes, et l'armée libanaise est trop faible pour l'y contraindre. Israël et Washington s'opposent à une consolidation de cette dernière.

La force des armes n'est pas le seul obstacle à la démilitarisation de la milice. Des Libanais-es de diverses confessions voient dans le Hezbollah le seul « mouvement de résistance »

encore capable de s'opposer à Israël et à ses visées expansionnistes sur le sud du pays. « Je ne suis pas du tout d'accord avec leurs idées, mais ce sont les seuls à nous défendre », confirme Hiba Ghalayni, une Libanaise installée au Luxembourg depuis trois ans. Elle est originaire de la région de Tyr, l'une des plus exposées aux offensives israéliennes. À l'image de plusieurs générations de Libanais-es, son enfance a été ponctuée par la guerre et les bombardements israéliens. Née dans une famille de confession chiite, la jeune femme de 28 ans n'affiche aucune sympathie pour le Hezbollah et a largement adopté un mode de vie occidental. Elle affirme au woxx que la résistance à Israël procède d'un mouvement bien plus large que le Hezbollah.

Face à la situation humanitaire catastrophique, elle constate que, « en l'absence de gouvernement fiable, nous avons l'habitude de nous débrouiller. On vante notre résilience, mais nous n'avons pas vraiment le choix ». La confiance est de longue date rompue entre les Libanais-es et leurs dirigeant-es, aux postes attribués

## Des millions envolés vers le Luxembourg

L'accumulation des déficits publics, l'endettement galopant et des politiques monétaires hasardeuses ont provoqué l'effondrement du système bancaire libanais en 2019. Les banques ont alors gelé les dépôts, restreint les retraits et les transferts d'argent vers l'étranger. Avec pour effet immédiat de priver les Libanais-es de leurs économies et de provoquer, à plus long terme, un appauvrissement généralisé de la population, des milliards d'euros s'étant volatilisés. Depuis sept ans, l'inflation explose, la livre libanaise dégringole et l'accès à des besoins élémentaires, comme se soigner ou se loger, est de plus en plus compromis. L'économie libanaise s'est contractée de 40 % sur cette période. Il s'agit de l'une des « trois crises mondiales les plus sévères depuis le milieu du 19e siècle », estimait la Banque mondiale en 2021, alertant sur des conséquences comme la fuite des cerveaux, qui représente « une perte sociale et économique irréversible pour le pays ».

Cette situation avait suscité de gigantesques manifestations, réunissant des Libanais-es de toutes les confessions dans la dénonciation d'une classe politique accusée d'incompétence et de corruption. Parmi les noms conspués, celui de Riad Salamé revenait souvent. Gouverneur de la Banque centrale du Liban de 1993 à 2023, il est tenu comptable des politiques monétaires ayant mené à la catastrophe, mais il s'est aussi considérablement enrichi, détournant probablement plus de 300 millions de dollars à son profit et à celui de son entourage. Adulé pendant des décennies par une planète financière toujours prompte à prendre des vessies pour des lanternes, Riad Salamé est depuis tombé de son piédestal, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par la France et d'un bref emprisonnement au Liban. Plusieurs dizaines de millions de dollars présumés détournés par Riad Salamé ont atterri sur des comptes et des sociétés au Luxembourg. Cette affaire a notamment vu la CSSF infliger une amende de 3 millions d'euros à la BGL BNP Paribas, en juillet 2024, pour son manque de diligence en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux. Dès mars 2022, le Luxembourg, la France et l'Allemagne avaient gelé quelque 120 millions de dollars soupçonnés d'appartenir à l'ancien banquier central.



PHOTO : Wael Hamze/VEPA

Des immeubles en ruine à Beyrouth, après les bombardements du 8 avril, au cours desquels l'armée israélienne a largué 100 bombes sur le pays, tuant 300 personnes en l'espace de 10 minutes.

sur une base confessionnelle (le président est chrétien, le premier ministre est sunnite et le président du parlement est chiite). La défiance envers la classe politique s'est encore aggravée avec la crise économique destructrice qui frappe le Liban depuis 2019 (lire ci-contre) et l'explosion du port de Beyrouth, en août 2020.

### « C'est un peuple qu'ils veulent effacer »

Avec d'autres membres d'une communauté libanaise forte de 750 personnes au Luxembourg, Hiba Ghalayni veut faire entendre publiquement la voix de son pays, comme le 10 avril, lors d'une manifestation statique à Luxembourg. Mais, insiste-t-elle, elle ne représente aucun groupe ni parti, voulant seulement témoigner de son indignation personnelle face à la destruction du Sud-Liban : « Les Israéliens ne font pas qu'effacer des villages, c'est un peuple tout entier qu'ils veulent effacer. » Elle dit son amour pour cette terre du sud du pays, dans laquelle sa famille puise ses racines et que l'armée israélienne s'emploie en partie à stériliser aujourd'hui par le largage de bombes au phosphore blanc et l'épandage massif de glyphosate hautement concentré. Alors que

le déplacement des populations ravive des tensions communautaires et que le Hezbollah refuse d'être désarmé, Hiba Ghalayni ne croit pas que cela puisse dégénérer en guerre civile, malgré les tentatives de diviser les communautés qu'elle attribue à l'appareil de propagande israélien.

Sans vouloir jouer les Cassandre, Mohammad El Hajj Diab se veut plus prudent : « La majorité des Libanais ne veut pas d'une guerre civile, mais une minorité de personnes suffit à enclencher la spirale de la violence. Et quand le sang commence à couler, toute logique disparaît. » Il est en colère contre Israël et est effaré par la catastrophe humanitaire provoquée par la guerre. Cet ingénieur de 35 ans, s'exprimant également à titre purement personnel, est originaire de la région de Baalbek, dans l'est du pays. Venu en France en 2015, il habite Metz et travaille au Luxembourg depuis cinq ans.

Pour lui, la guerre enclenchée le 1er mars s'inscrit dans la continuité des attaques menées par Israël contre le sud du Liban depuis 1948. Mohammad El Hajj Diab insiste sur la mosaïque confessionnelle des peuples vivant côte à côte dans la région depuis des millénaires. « Y compris les juifs », tient-il à préciser, afin de signifier

que c'est Israël en tant qu'État qui lui pose problème. Considérant que « les Libanais et les Palestiniens forment le même peuple », il se dit pleinement solidaire de la cause palestinienne.

Son appréciation de la situation rejoint en de nombreux points celle de Hiba Ghalayni, qu'il ne connaît par ailleurs pas. Il se fait néanmoins plus précis sur la question de la résistance à Israël : « Le Hezbollah est le mouvement le plus important, mais la résistance ne se limite pas à cela. C'est un courant populaire qui traverse toutes les couches sociales et religieuses de la société. » En toute logique, il s'oppose au désarmement du Hezbollah, qu'il ne nomme presque jamais, privilégiant le terme de « résistance ». « Le gouvernement ne peut pas désarmer le peuple qui résiste à une menace existentielle », dit-il. Dans les faits, le Hezbollah bénéficie du soutien de quelques centaines de combattants du mouvement Amal, une autre milice chiite, et de l'appui logistique du FPLP palestinien, d'obédience marxiste.

Tout au long de son échange avec le woxx, l'ingénieur cite régulièrement le nom de Georges Ibrahim Abdallah, dont il loue la constance dans son opposition à Israël. Ce militant communiste, issu de la communauté chrétienne du Liban, a été

expulsé l'an dernier de France, après y avoir purgé une peine de 41 ans de prison pour sa responsabilité, jamais réellement démontrée, dans l'assassinat d'un diplomate américain et d'un diplomate israélien, en 1982. L'homme est l'antithèse du combattant islamiste fanatisé. Le respect que lui témoigne Mohammad El Hajj Diab, tout en disant son opposition au désarmement du Hezbollah, illustre assez bien la complexité sur laquelle viennent se briser les visions manichéennes trop souvent véhiculées sur le Liban.

De son côté, le directeur de Care Liban s'est gardé d'exprimer la moindre position politique quand il est venu au Luxembourg. « Nous aidons tout le monde, peu importe leur camp », a d'ailleurs précisé Jean-Paul Lehnert, vice-président de Care Luxembourg. Michael Adams a préféré longuement insister sur le sort subi par les femmes et les enfants, les plus affectés psychologiquement. « Les femmes ont plusieurs cycles menstruels par mois et les enfants ne jouent plus, leur regard est vide. C'est caractéristique des traumatismes que l'on observe dans les conflits ». Où ce sont finalement toujours les mêmes qui paient le plus lourd tribut.